

EDUCATION PRIORITIES FOR THE POST-2015 SUMMIT

SEPTEMBER 2015 | CIVIL SOCIETY RECOMMENDATIONS FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT

The UN Summit in September 2015 marks the culmination of a global process that has included an unprecedented level of outreach to and input from international civil society. Moving from education access for most to quality education for all has been a high priority for the global community and member states from the start. As we move to implement the goal, “*Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all,*” the following principles are essential:

EDUCATION SHOULD BE ADDRESSED HOLISTICALLY, from pre-school to higher education as well as adult literacy and vocational skills, as set out in the 2015 Incheon Declaration and in Sustainable Development Goal (SDG) 4. Education is at the heart of the sustainable development agenda and essential for the success of all SDGs between now and 2030.

LEAVE NO ONE BEHIND APPLIES TO EDUCATION AS IT DOES TO THE REST OF THE SDG AGENDA, and requires educational access for girls and women, persons with disabilities, disadvantaged ethnic groups, and other marginalized populations.

THE DATA REVOLUTION MUST INCORPORATE A BROADLY AGREED FRAMEWORK FOR METRICS ON LEARNING AND ON EQUITABLE EDUCATION ACCESS. The data revolution, heralded by establishment of the Global Partnership for Sustainable Development Data in Addis, should address the need to measure and close equity gaps.

GOVERNMENTS BEAR PRIMARY RESPONSIBILITY FOR DELIVERING QUALITY EDUCATION AND LIFELONG LEARNING OPPORTUNITIES FOR ALL. Free public primary and early secondary education is central to the SDGs. Private financing cannot replace the fundamental role of public finance. We say “NO” to increased privatization of education and essential social services.

SUBSTANTIAL AND VISIBLE PROGRESS ON EQUITABLE TAXATION WHILE ADDRESSING ILLICIT FINANCIAL FLOWS IS CRUCIAL in order for governments to raise adequate financing for education and other public services, despite that agreement was not reached on a broadly representative international tax body,

DOMESTIC AND INTERNATIONAL FINANCING FOR EDUCATION MUST INCREASE. Domestic resources should amount to at least 6 percent of GDP and at least 20 percent of public expenditures. Official Development Assistance (ODA) should meet or surpass 0.7 percent in order to ensure fulfilment of education and other international financing needs. We expect a prominent role for the Global Partnership for Education in the implementation of SDG 4.

THE REPORT OF THE INTERNATIONAL COMMISSION ON THE FINANCING OF GLOBAL EDUCATION OPPORTUNITIES IN SEPTEMBER 2016 WILL BE A HISTORIC MOMENT. This is an opportunity for renewed commitment to a level of funding that will make education for all a reality by 2030.

Moving forward on SDG 4 and the other sustainable development goals, civil society will continue to play a central role in budget tracking and accountability, community mobilization, data generation and other key aspects of implementation.

PRIORITES DE L'EDUCATION POUR LE SOMMET DE L'APRES-2015

SEPTEMBRE 2015 | RECOMMANDATIONS DE LA SOCIETE CIVILE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le sommet de l'ONU en septembre 2015 marque l'aboutissement d'un processus global qui a intégré un niveau sans précédent de rayonnement vers la société civile internationale et de contribution de sa part. Passer de l'accès à l'éducation pour une majorité à une éducation de qualité pour tous a été une priorité importante pour la communauté mondiale et les états membres depuis le début. Alors que nous progressons vers la mise en œuvre de l'objectif d' « *assurer une éducation inclusive, équitable, et de qualité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous* », les principes suivants sont essentiels :

L'EDUCATION DOIT ETRE TRAITEE DE MANIERE HOLISTIQUE, de l'école maternelle à l'enseignement supérieur de même que l'alphabétisation des adultes et la formation professionnelle, tel qu'énoncé dans la Déclaration d'Incheon 2015 et dans l'objectif de développement durable (ODD) 4. L'éducation est au cœur de l'agenda du développement durable et essentielle pour la réussite de tous les ODDs entre maintenant et 2030.

NE LAISSER PERSONNE DERRIERE S'APPLIQUE A L'EDUCATION COMME AU RESTE DE L'AGENDA DES ODD, et exige l'accès à l'éducation pour les filles et les femmes, les personnes handicapées, les groupes ethniques défavorisés et autres populations marginalisées.

LA REVOLUTION DES DONNEES DOIT COMPRENDRE UN CADRE LARGEMENT ACCEPTE POUR LA MESURE DE L'APPRENTISSAGE ET L'ACCES A UNE EDUCATION QUI SOIT EQUITABLE. La révolution des données, annoncée par la création du Partenariat mondial pour le développement durable à Addis, devrait répondre à la nécessité de mesurer et de combler les lacunes d'équité.

LES GOUVERNEMENTS ONT LA RESPONSABILITE PREMIERE DE PRODIGUER UNE EDUCATION DE QUALITE ET DES OPPORTUNITES D'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE POUR TOUS. L'éducation primaire et secondaire gratuite est au cœur des ODDs. Le financement privé ne peut pas remplacer le rôle fondamental des finances publiques. Nous disons « NON » à la privatisation accrue de l'éducation et des services sociaux essentiels.

DES PROGRES SUBSTANTIELS ET VISIBLES POUR UNE FISCALITE EQUITABLE, TOUT EN TRAITANT DU PROBLEME DES FLUX FINANCIERS ILLICITES, EST ESSENTIEL. Cela permettra aux gouvernements d'accroître le financement adéquat en faveur de l'éducation et autres services publics, même si cet accord n'a pas été atteint auprès d'un corps fiscal international qui soit largement représentatif.

LE FINANCEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL EN FAVEUR DE L'EDUCATION DOIT AUGMENTER. Les ressources nationales devraient représenter au moins 6 pour cent du PIB et au moins 20 pour cent des dépenses publiques. L'Aide publique au développement (APD) devrait atteindre ou dépasser les 0,7 pour cent afin d'assurer la réalisation de l'éducation et des autres besoins de financement internationaux. Nous nous attendons à un rôle de premier plan pour le Partenariat mondial pour l'éducation dans la mise en œuvre de l'ODD 4.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DES OPPORTUNITES DE L'EDUCATION POUR TOUS EN SEPTEMBRE 2016 MARQUERA UN MOMENT HISTORIQUE. Ce sera l'occasion de renouveler un engagement de financement à un niveau qui permettra de rendre l'éducation pour tous une réalité d'ici à 2030.

En allant de l'avant sur l'ODD 4 et les autres objectifs de développement durable, la société civile continuera de jouer un rôle central dans le suivi et la responsabilité budgétaire, la mobilisation communautaire, la génération de données et les autres aspects clés de la mise en œuvre.